



Bac pro : encore une session chaotique alors que se profile la réforme mortifère de Macron

COMMUNIQUÉ

Alors que la voie professionnelle a été sous les feux des projecteurs avec la réforme réactionnaire du président Macron, cette année encore, les médias nationaux ne parlent que de l'épreuve de philosophie des élèves de la voie générale et technologique. Pourtant, environ un tiers des lycéen·nes ont déjà commencé leurs épreuves la veille. En effet, mardi 13 juin, les candidat·es au Bac professionnel ont passé leur épreuve de lettres et d'histoire-géographie. Le silence sur ces épreuves est symptomatique de la place de la voie professionnelle dans le système éducatif français.

La session 2023 du bac pro entérine la réforme de la voie professionnelle mise en place par l'ex-ministre Blanquer et combattue par la CGT Éduc'action. Notre organisation dénonce une fin d'année qui aura été particulièrement marquée par l'improvisation, le manque d'harmonisation et in fine la désorganisation suite à la mise en place des épreuves orales du chef d'œuvre, des CCF de langues et de l'oral en entreprise que beaucoup de collègues et la CGT Éduc'action jugent inadapté. De plus, la multiplication des convocations notamment pour évaluer les apprenti·es engendre une surcharge de travail pour les personnels et des dysfonctionnements dans les établissements préjudiciables aux élèves sous statut scolaire.

La réforme Macron augure du démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire, notamment avec sa volonté de réorganiser l'année de terminale par l'avancement des épreuves en mars et d'individualiser les parcours par l'augmentation des PFMP pour les élèves qui suivront le module « insertion professionnelle ». Dans le LGT, on peut voir l'impact catastrophique du passage anticipé des épreuves de spécialités. C'est ubuesque de voir arriver cette mesure au sein d'un projet présenté comme luttant contre le décrochage. Pour les élèves c'est une nouvelle baisse de temps de formation professionnelle et générale. De plus, la gratification des stages risque de dissuader les élèves de s'engager vers les poursuites d'études.

Pour les élèves des milieux populaires, majoritairement accueilli·es dans nos LP, nous considérons au contraire qu'il est impératif de renforcer cette voie de formation dans le service public d'Éducation et de lui donner de toute urgence, tous les moyens que nous estimons nécessaires pour la réussite de toutes et tous.

Montreuil, le 13 juin 2023